



FACULTAD DE
DERECHO



Universidad
Nacional
de Córdoba



MIGRATIONS, MOBILITÉS ET INTERCULTURALITÉ

Dialogues entre langues et régions, conçus dans le cadre des droits universels

22-23 mai 2023 - Córdoba - Argentine

Ce colloque est organisé par l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF), l'Université nationale de Córdoba (UNC), l'Association argentine de sociologie juridique (SASJU) et le Centre de recherche juridique et sociale (CIJS-UNC).

L'histoire de la ville de Córdoba est marquée par plusieurs flux migratoires dont les imaginaires sociaux, les stratégies de vie, les valeurs et les idéologies coexistent encore avec ceux de la communauté coloniale traditionnelle. Cette caractéristique de la ville souligne son importance en ce qui concerne les processus et les effets de la mobilité et de la migration, thèmes centraux du colloque, qui propose un moment de diffusion, d'échange et de création scientifique, exprimant les liens entre la sociologie argentine et sud-américaine avec la Francophonie.

Les dynamiques complexes des processus de migration et de mobilité entre différentes régions et leur relation avec le contexte global de l'interculturalité, nous invitent à enrichir et à promouvoir un échange de connaissances académiques et de pratiques afin de contribuer aux réflexions comparatives entre régions et continents, en vue de construire de nouvelles perspectives analytiques, au sein de l'approche des droits universels. Avec cet objectif général en tête, l'AISLF a conçu ce colloque comme un dialogue entre chercheur·e·s, enseignant·e·s et doctorant·e·s francophones, hispanophones et lusophones, sur la situation des migrations et de la mobilité humaine dans les différentes régions où ces langues sont parlées. Il s'agit également d'un dialogue interculturel où langue et région représentent des expériences de vie et des perspectives théoriques éventuellement différentes, mais substantiellement complémentaires, pour comprendre les sujets et les actions sociales au XXI^e siècle.

Dans de nombreuses régions, la migration et la mobilité sont de véritables témoignages des asymétries et des iniquités de l'ordre régional et international actuel, caractérisé par des politiques de plus en plus restrictives et le non-respect des conventions internationales qui garantissent l'universalité des droits humains. Dans cette perspective, il est essentiel de contribuer au développement de la notion de sujets de droits (au moins de droits universels), éthiquement assumée dans les engagements signés par nos pays dans les traités internationaux en vigueur. Les traités internationaux encouragent un processus de réarticulation qui pousse vers un contrat de citoyenneté inclusif pour les populations nationales et étrangères en ce qui concerne les droits que l'État, d'origine ou de destination, doit garantir. Face à ces expériences, il existe aussi des migrations et des mobilités définies par un meilleur accès aux réseaux de transport, des communications fluides et l'institutionnalisation du travail en ligne qui rendent possible la mobilité ou la migration, afin d'accéder à une meilleure situation économique et culturelle ou d'atteindre un mode de vie plus en accord avec la nature ou la sécurité.

Il est essentiel de comprendre qu'au cours des deux dernières décennies, la migration et la mobilité humaine ont connu un changement dans la direction, l'intensité et la composition.

La migration contemporaine est devenue plus complexe. On peut identifier un fort flux migratoire en provenance et à destination des pays de la même région ou des régions voisines, effectué dans des conditions très précaires et irrégulières. Ses causes fondamentales sont la précarité du marché du travail,

le manque d'accès aux besoins sociaux de base (tels que les soins médicaux et la nourriture), le racisme, la violence fondée sur le sexe, l'âge ou la diversité sexuelle, les problèmes environnementaux, les conditions de violence institutionnelle (celle des politiques internes) et également les problèmes de sécurité liés au trafic de drogue et à la polarisation politique. On observe également une augmentation des migrations extra-régionales Sud-Nord et Sud-Sud, qui stimulent l'exode permanent des personnes hautement qualifiées et des travailleurs manuels qualifiés. Les mobilités académiques actuelles, soutenues par des programmes d'échange, sont une facette du processus de transformations économiques et politiques structurelles qui a créé une carte complexe des flux de population basée sur les institutions éducatives. L'accès à la « mobilité globale », comme l'appelait Zygmunt Bauman dans les années 1990, est devenu le facteur de stratification le plus important, permettant à certains de se déplacer sans visa et à d'autres de ne pas accéder à certains endroits parce qu'ils n'ont pas de visa.

Les dynamiques mondiales actuelles renforcent différents modes de circulation tels que la « migration liée au mode de vie », incluant la mobilité des « touristes » et la mobilité spatiale de personnes relativement aisées d'âges différents qui se déplacent pendant des périodes plus ou moins longues vers des lieux qui leur offrent une meilleure qualité de vie. Il est donc important de comprendre les nouvelles dynamiques de mobilité liées à la circularité et au retour, ainsi que les nouveaux profils et corridors de migration dans la perspective des droits universels ou des droits humains.

Cette nouvelle cartographie de la migration et de la mobilité humaine s'inscrit dans un contexte idéologiquement contradictoire, presque un contexte de lutte. D'une part, des mécanismes d'intégration ont été créés, développant une idéologie inclusive à partir d'une approche basée sur les droits qui facilite l'intégration intra-régionale et les processus de mobilité. D'autre part, on assiste à une forte résurgence des idéologies qui développent une xénophobie nationaliste de la mobilité et de la migration. Ce discours légitime l'inégalité basée sur la nationalité qui se nourrit des stéréotypes de race, de classe et de genre, renforçant la non-inclusion des migrants dans les droits universels.

Il est donc important de s'interroger sur la manière dont les idéologies et les actions des gouvernements influencent l'orientation des flux migratoires et des processus de mobilité, ainsi que la vie, le travail et les droits des populations non nationales.

Le colloque promeut une perspective comparatiste entre les régions :

- a. qui montre les articulations entre les espaces locaux, nationaux, régionaux et mondiaux,
- b. qui décrit les processus de migration ou de mobilité en termes d'acteurs (en tenant compte de leurs espaces d'origine et de destination, des scénarios et des conditions dans lesquels ils réalisent le processus de déplacement, de migration ou de retour),
- c. qui analyse le rôle des institutions et des mouvements sociaux dans ces processus, les pratiques et les luttes auxquelles les acteurs sont confrontés au quotidien, ceci afin d'éclairer davantage les changements et les significations des migrations et des mobilités actuelles.

Les contributions doivent s'inscrire dans le cadre des droits humains et universels et peuvent se référer, entre autres, aux axes d'analyse suivants :

- politiques publiques, migrations et mobilités : idéologies, droits universels et inégalités dans l'agenda mondial ;
- interculturalité, histoires de vie, mise en réseau dans la migration ou la mobilité ; comparaison entre les régions ;



SASJu
SOCIEDAD
ARGENTINA
DE SOCIOLOGÍA
JURÍDICA



FACULTAD DE
DERECHO



Universidad
Nacional
de Córdoba



- études sur la migration et la mobilité de la population dans le cadre de la recherche universitaire au cours des cinq dernières années ; discussions, contributions, nouveaux développements et défis ;
- genre, droits universels et citoyenneté dans les circuits transfrontaliers ;
- droits et contrôle dans les processus de migration et de mobilité ;
- nouveaux processus de migration et de mobilité ; migrants qualifiés pour la mobilité touristique, universitaire et d'amélioration de la vie ;
- processus de violence institutionnelle, sociale et criminelle qui ont un impact sur les processus de migration et de mobilité forcée ;

Échanges avec le milieu associatif : nous présentons des groupes et des associations de migrants résidents de la ville de Córdoba qui, avec des chercheurs locaux et l'AISLF, tiendront un débat de présentations et de questions mutuelles, afin d'enrichir le regard sur les processus migratoires, à partir d'expériences mutuelles, qu'il s'agisse de connaissances académiques ou d'expériences concrètes.

Propositions

Les propositions de communication, sous la forme d'un résumé d'environ 250 mots, seront rédigées en français ou en espagnol et devront être envoyées **avant le 22 mars 2023** à :

programaculturajuridicacontemporanea@derecho.unc.edu.ar

Le résultat de l'évaluation des propositions sera notifié le 15 avril 2023.

Après le colloque, les participants seront invités à soumettre un texte pour publication.

Dates et lieu du colloque

22-23 mai 2023 - Université nationale de Córdoba, Obispo Trejo 243. Córdoba. Argentine.

Format du colloque

Le colloque se déroulera en format hybride (en présentiel et en distanciel).

Contacts

programaculturajuridicacontemporanea@derecho.unc.edu.ar

eugeniagomezdelrio@unc.edu.ar